



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 86 – 13 OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU SUD :
LA BAFD
APPROUVE UNE
LIGNE DE CREDIT DE
200 M USD AU
PROFIT DE L'IDC
POUR SOUTENIR LES
PROJETS
D'INDUSTRIALISATIO
N EN AFRIQUE

COTE D'IVOIRE : UN
PROJET DE BUDGET
2018 EN HAUSSE
DE 4,3 %

ETHIOPIE :
DEVALUATION
SURPRISE DU BIRR
ETHIOPIEN DE 15 %

SOUDAN : LEVEE
DES SANCTIONS
ECONOMIQUES
AMERICAINES

BURUNDI :
SUBVENTION DE
24,9 MUSD DU
FIDA EN FAVEUR DE
L'INCLUSION
FINANCIERE

AFRIQUE DU SUD :
LE PAYS VA
ACCUEILLIR
L'EDITION 2018 DE
L'ITU TELECOM
WORD EXHIBITION

GUINEE :
TOTAL FAIT SON
ENTREE DANS
L'EXPLORATION
PETROLIERE

MALI : LANCEMENT
DU PROCESSUS
D'ATTRIBUTION DE
LA 4E LICENCE DE
TELEPHONIE MOBILE

OUGANDA : ACCORD
POUR
L'EXPORTATION
D'ELECTRICITE VERS
LE SOUDAN DU SUD



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Transferts de la diaspora : +10 % attendus pour l'Afrique subsaharienne en 2017

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur les migrations et le développement est paru le 3 octobre. Les transferts de la diaspora pour l'Afrique subsaharienne devraient progresser à 38 Mds USD en 2017, contre 34 Mds USD en 2016, soit une augmentation de 10 %. Le Nigéria demeure, de loin, le premier bénéficiaire du continent avec 22,3 Mds USD attendus en 2017 contre 20 Mds USD versés en 2016. Le Ghana arrive en troisième position après le Sénégal à 2,2 Mds USD. Le Libéria, avec 574 M USD attendus pour 2017, figure toujours en tête des pays les plus dépendants aux transferts de la diaspora, qui représentent plus d'un quart de son PIB (25,9 %). La Sierra Leone devrait recevoir 49 M USD en 2017.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La BAfD approuve une ligne de crédit de 200 M USD au profit de l'IDC pour soutenir les projets d'industrialisation en Afrique

La Banque africaine de Développement agit dans le cadre de son objectif d'industrialisation de l'Afrique. La société de développement industrielle (IDC) sud-africaine bénéficie ainsi d'une troisième ligne de crédit sans garantie souveraine. 1,3 Md ZAR seront utilisés en Afrique du Sud et 100 M USD pour des projets régionaux (Ghana, Malawi, Mozambique, Kenya, Maurice, Namibie, Soudan, Swaziland).

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ Compétitivité : le Sénégal domine le classement en Afrique de l'Ouest

Le Forum économique mondial vient de publier son dernier rapport sur la compétitivité. En Afrique de l'Ouest, le Sénégal se classe 1^{er} en occupant le 106^e rang (+6 places par rapport à 2016) sur 137 au total. Il est suivi du Cap-Vert (110^e), du Ghana (111^e), du Mali (123^e), du Nigéria (125^e) et de la Mauritanie (133^e). Les autres pays de la région n'ont pu être classés, faute de données. La Côte d'Ivoire se trouvait l'an passé à la 99^e place, soit la 1^{ère} en Afrique de l'Ouest. Sur le plan continental, le classement reste dominé par l'île Maurice (45^e), suivie du Rwanda (58^e), de l'Afrique du Sud (61^e), du Botswana (63^e), du Maroc (71^e), de l'Algérie (86^e), de la Namibie (90^e), du Kenya (91^e), de la Tunisie (95^e) et de l'Égypte (100^e).

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Nigéria : expansion du secteur manufacturier en septembre 2017, pour le sixième mois consécutif**

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié les chiffres relatifs à l'indice PMI du mois de septembre 2017, qui s'établit à 55,3. Il s'agit donc du sixième mois consécutif d'expansion du secteur manufacturier (53,6 au mois d'août) après trois mois de contractions successives en début d'année (indice à 47,7 en mars). Toujours selon la CBN, la moyenne de l'indice PMI en 2016 s'était établie à 45,2, l'indice étant demeuré sous la barre des 50 les onze premiers mois de l'année avant de progresser à 52 en décembre.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Lesotho : la LHDA a publié un premier appel d'offres concernant la construction d'infrastructures pour la phase 2 du Projet d'eau des hautes terres du Lesotho (LHWP)**

Cet appel d'offre concerne la route d'accès au nord-est de Polihali, pour laquelle les candidatures doivent être soumises avant le 17 décembre 2017. Préférence sera donnée dans l'ordre aux Lesothans, aux Sud-Africains, aux membres de la SADC puis aux entreprises internationales. Une vingtaine de projets devraient voir le jour à partir de l'année prochaine.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Centrafrique : une mission du FMI a séjourné en Centrafrique du 22 septembre au 03 octobre 2017**

L'objet de la mission du Fonds portait sur des consultations au titre de la 3^{ème} revue de son programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC). La croissance du PIB centrafricain en 2017 est revue à la baisse à 4 % contre 4,7 % initialement prévue. Cette révision à la baisse résulte principalement de la recrudescence des violences dans les régions de l'Est, du Centre et du Nord-ouest du pays. Les principaux critères quantitatifs de réalisation du programme sont atteints à fin juin 2017. En revanche, la mise en œuvre des réformes structurelles a pris du retard, et plusieurs repères structurels n'ont pu être atteints dans les délais.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : dévaluation surprise du Birr éthiopien de 15 %**

La *National Bank of Ethiopia* a annoncé ce mardi que le birr éthiopien serait dévalué de 15 % à compter du mercredi 11 octobre. Le Birr était maintenu à un niveau artificiellement haut depuis de nombreuses années. Par ailleurs, le taux d'intérêt sur les dépôts sera relevé de 5 à 7 % pour limiter l'effet inflationniste de la dévaluation. A terme, cette décision pourrait aider à attirer les investissements étrangers et réduire le déficit du commerce extérieur alors que le pays pâtit d'un manque de devises et d'une diminution de ses exportations depuis 3 ans. La dévaluation pourrait toutefois renchérir les prix dans l'alimentation et les transports. Le FMI estimait la surévaluation du Birr à 30 % (et le taux de change officieux montrait une surévaluation de 16 %).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : baisse des notes de trois banques kényanes envisagée par l'agence de notation Moody's**

L'agence Moody's a averti quant à un potentiel abaissement des notes de dépôts et de crédit de trois banques kényanes : KCB Bank Kenya Limited, Equity Bank Kenya Limited, et la Cooperative Bank of Kenya Limited. Une rétrogradation serait justifiée par la détérioration de la situation de la dette nationale. En effet, d'après les états financiers de juin 2017, l'exposition souveraine de l'ensemble de ces trois banques s'élève à environ 1,4 fois le montant de leurs capitaux propres. Cette revue s'inscrit dans un examen plus général de la note du Kenya, actuellement B1, qui pourrait également être revue à la baisse, au regard des déficits persistants et du coût de l'emprunt, qui continuent à affecter le profil d'endettement du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : nouvel emprunt d'Etat à hauteur de 290 M USD**

La Banque centrale du Kenya a annoncé vendredi l'émission d'un nouvel emprunt d'état d'un montant de 30 Mds KES soit 290 M USD. La souscription s'étendra jusqu'au 17 octobre. Le taux d'acceptation pour les obligations a considérablement varié au cours des derniers mois, passant de 27,3 % pour l'émission de juillet à 71,3 % pour celle de septembre. La Banque centrale a rejeté certaines offres pour maintenir des taux « bas » (13,3 % lors de la dernière émission). Au troisième trimestre 2017, le taux de souscription moyen (performance rate) sur les cinq émissions obligataires réalisées s'est élevé à 102 %, contre 130 % en moyenne sur le second trimestre 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : niveau record des réserves de change à fin septembre**

Ces dernières s'élèvent à 5,5 Mds USD contre 4,8 Mds un an plus tôt soit une hausse de 15 %. Cela représente l'équivalent de 9,7 mois d'importations contre 8,9 mois en septembre 2016.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : ratification par Maurice d'un accord pour la création d'une zone de libre-échange tripartite, COMESA, CAE, SADC**

Vingt-sept Etats du continent sont concernés. Maurice a rejoint les signataires le 9 octobre et devient donc le 21^e pays à l'avoir validé. Cette zone regroupera trois régions économiques, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). Cet accord qui devrait normalement entrer en vigueur en début d'année prochaine vise à faciliter la libre circulation des biens et services au sein la zone. Depuis la fin des accords multifibres avec l'Europe il y a douze ans, Maurice se tourne de plus en plus vers ses voisins.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : mission conclusive du FMI pour la première revue du programme FEC

Une mission du FMI a séjourné à Cotonou du 13 au 27 septembre pour mener les discussions au titre de la première revue du Programme FEC (Facilité Elargie de Crédit) et pour mener les consultations au titre de l'article IV. La croissance de 2017 pourrait être supérieure à celle estimée en début d'année, soit 5,6 % contre 5,4 %. L'objectif de recettes fiscales à fin juin est dépassé et les premières estimations à fin décembre laissent entrevoir un dépassement de l'objectif annuel (739 Mds CFA). Les dépenses totales demeurent en deçà des prévisions à fin juin. Le déficit public pourrait ainsi être inférieur aux prévisions (6,7% du PIB sur l'année contre 7,9% prévu dans le programme).

pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : réduction de 50 pb du taux directeur de la banque centrale à 9,5 %

La banque centrale a pris de nouvelles mesure afin d'accroître l'accès au crédit au secteur privé en réduisant son taux directeur de 10,0 % à 9,5 %. Il s'agit du plus bas taux depuis 2011. Le gouverneur de la Bank of Uganda, E. Tumusiime-Mutebile, a présenté la politique monétaire pour le mois d'octobre en déclarant que la prévision annuelle de l'inflation devrait rester autour de l'objectif à moyen terme de 5 %, que l'activité économique évoluait de manière lente mais positive. Il a ainsi justifié l'assouplissement prudent de la politique monétaire pour stimuler la croissance du crédit au secteur privé et renforcer la croissance économique. Celle-ci a atteint 3,9 % en 2016/17, en partie notamment de la faible croissance du crédit.

hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : accord pour l'exportation d'électricité vers le Soudan du Sud

Cette décision fait suite à la signature d'un accord entre des représentants des deux gouvernements pour construire des lignes électriques dans les villes frontalières de Nimule, Kaya et Kajo-Keji. Lors de la cérémonie de signature au ministère de l'Énergie et du Développement des Minéraux à Kampala lundi, le ministre de l'Energie, Simon D'Ujanga, a déclaré que l'Ouganda étendrait les lignes électriques de 132kV de Lira à Arua.

hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : accord au terme de la 2^e revue du programme avec le FMI

La mission du FMI a précisé que tous les critères de performance et les repères indicatifs et structurels à fin juin 2017 avaient été atteints. La prévision de taux de croissance pour 2017 a été révisée à la hausse, de 7,1 % à 7,6 %. Le déficit convergerait vers la cible des 4,5 % prévue pour cette année. La dette reste soutenable mais devrait augmenter de 5 points de PIB pour se situer à 52 % en fin d'année. Le taux de pression fiscale, déjà révisé à la baisse au cours du 1er semestre de 16,9 % à 15,6 %, pourrait encore être inférieur en fin d'année, à 15,5 %. L'ajustement se ferait par une diminution des dépenses d'investissement (-0,3 % de PIB) et, dans une moindre mesure, par celle des dépenses courantes (-0,1 %).

benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un projet de budget 2018 en hausse de 4,3 %

Le gouvernement vient d'adopter le projet de budget pour l'année 2018. Celui-ci s'élève à 6 723,5 Mds FCFA (10,2 Mds EUR), soit une hausse de 4,3 % par rapport à 2017. Ce projet, qui s'inscrit dans la continuité, est bâti sur une hypothèse de croissance économique de 8,3 %, tirée notamment par les secteurs secondaire et tertiaire. Les ressources sont constituées à près de 80 % de recettes fiscales et non fiscales. Les investissements publics représenteront environ 30 % des dépenses totales. Le déficit budgétaire est prévu à -3,75 % du PIB, contre -4,5 % en 2017. L'objectif du gouvernement est de converger vers un déficit qui respecte la norme communautaire de -3 % maximum, d'ici la fin de son programme avec le FMI en 2019.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : loi de finances rectificatives 2017

La loi de finances rectificative 2017 a été adoptée par l'Assemblée nationale. Le budget de l'Etat ainsi remanié pour l'exercice 2017 est arrêté en recettes à 15 402 Mds de GNF (1,46 Mds EUR) contre 15 812 Mds de GNF (1,5 Mds EUR) en dépenses, soit un déficit de 410 Mds de GNF (38 M EUR). Les recettes fiscales s'élèvent à 12 877 Mds de GNF (1,2 Mds EUR) et les recettes non-fiscales à 596 Mds de GNF (56 M EUR). Les dépenses d'investissements s'élèvent à 4 707 Mds de GNF (445 M EUR) et les intérêts de la dette à 1 156 Mds de GNF (109 M EUR).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : adoption de la loi de finances rectificative 2017 (LFR)

Les prévisions de ressources propres (recettes fiscales, recettes non fiscales, comptes spéciaux du trésor, dons, contribution du compte pétrolier et recettes exceptionnelles...), s'établissent à 489,8 Mds MRO (1,14 Mds EUR), soit une augmentation de +3 % par rapport à la loi initiale. Pour ce qui est des dépenses, elles augmentent de 5,6% pour atteindre 487,3 Mds MRO (1,14 Mds EUR). Cette augmentation s'explique par à l'organisation du sommet de l'Union Africaine (2018), la construction de nouvelles infrastructures (une nouvelle route nationale et de nouvelles écoles) et la contribution de l'Etat à l'arrêt du gisement d'hydrocarbures de Chinguetti.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : vers un nouveau programme avec le FMI ?

Le FMI vient de clore deux semaines de mission à Nouakchott. Il s'agissait de discussions préalables à la mise en place éventuelle d'un nouveau programme d'assistance du FMI sur les trois prochaines années (2018-2020). Ce programme, qui pourrait être appuyé par une Facilité Elargie de crédit (FEC), aura notamment pour objectifs la stabilité macroéconomique et l'appui à une croissance inclusive. Les discussions se poursuivent actuellement en marge des prochaines assemblées annuelles du FMI et de la BM (Washington, 9-15 octobre).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Nigéria : lancement du deuxième plan en 60 jours pour renforcer la facilité de faire des affaires**

Le vice-Président du Nigéria, Yemi Osinbajo, a lancé en début de semaine le deuxième Plan national pour la facilité de faire des affaires, prévu pour couvrir la période du 3 octobre au 1^{er} décembre 2017. L'initiative concerne des secteurs tels que la création d'entreprise, les permis de construction, le raccordement à l'électricité, l'obtention de crédit ou encore les entrées et sorties du territoire. Selon le vice-Président, les objectifs du Plan sont notamment de réduire de 75 % les délais de dédouanement, de 60 % ceux de raccordement au réseau électrique, de 75 % pour l'enregistrement d'une société et de 50 % les déclarations liées à l'impôt sur les sociétés.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sao Tome et Principe: émission de nouveaux billets au 1^{er} janvier 2018**

La Banque Centrale de Sao Tomé & Principe va mettre en circulation de nouveaux billets de banque dès le 1^{er} janvier 2018 dans le cadre d'une réforme de la monnaie. Six nouveaux billets de banque et 5 nouvelles pièces de monnaies seront ainsi émises, enlevant trois zéros sur les actuels « Dobras », sans modifier la valeur de la monnaie, ni son taux de change. La Banque Centrale justifie cette réforme par l'augmentation, en particulier, de la contrefaçon des billets de banque et la diminution du stock de monnaie disponible.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : levée des sanctions économiques américaines**

Les Etats-Unis ont annoncé le 6 octobre 2017 lever leurs sanctions économiques contre le Soudan à partir du 12 octobre 2017. La livre soudanaise avait précédé le mouvement en s'appréciant de 7,5 % en une journée, le 27 septembre. La société américaine Western Union, spécialisée dans les transferts d'argent internationaux, devrait opérer au Soudan dès le 12 octobre, et les transactions bancaires internationales, transferts et crédits documentaires, devraient reprendre progressivement avec le Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : demande d'exécution aux Etats-Unis d'une sentence arbitrale par une entreprise japonaise à l'encontre de la Tanzanie**

L'entreprise japonaise Konoike Construction Company a déposé une demande d'exequatur de sentence arbitrale auprès du tribunal fédéral du District de Columbia (Etats-Unis). Cette requête, si elle est acceptée, permettrait la saisie des avoirs tanzaniens aux Etats-Unis, dans la limite des 60 MUSD de la sentence arbitrale rendue en février 2016 par l'International Chamber of Commerce (ICC) de Londres. L'ICC avait alors statué en faveur de l'entreprise japonaise contre l'agence TANROADS, concernant un projet de route dont le contrat avait été rompu unilatéralement en 2006. En août 2017, un avion Bombardier destiné à la compagnie aérienne nationale Air Tanzania avait été saisi au Canada dans une affaire similaire.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : lutte contre la fraude à la TVA**

Afin de lutter contre la fraude à la TVA liée à l'utilisation de logiciels permettant la dissimulation de recettes, le ministère des finances va lancer le 1^{er} novembre prochain une opération pilote d'introduction d'un système de machines électroniques de facturation sur la TVA. Ces caisses enregistreuses certifiées vont être mises en place auprès d'une cible d'une centaine de grands commerçants. Ce dispositif, plus efficace que les factures normalisées, a fait ses preuves au Kenya, en Tanzanie, et au Rwanda.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : mesures pour améliorer le climat des affaires**

Le gouvernement vient d'adopter un décret portant création de la Cellule Climat des Affaires (CCA). La CCA, constituée de trois comités sectoriels (secteur public, privé et société civile), a pour objectif la mise en œuvre des réformes relatives à l'amélioration de l'environnement des affaires. En parallèle, le ministre de l'urbanisme et de l'habitat a annoncé l'application du décret du 1^{er} avril 2016 relatif à la délivrance automatisée des permis de construire. Outre la traçabilité des dossiers, cette nouvelle mesure permet l'accélération des procédures d'obtention des permis de construire (30 jours maximum contre 200-300 jours auparavant) et l'abaissement des frais de dossier (30 000 FCFA au lieu de 300 000 FCFA).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Le Ghana intègre officiellement l'Alliance solaire internationale

Le Parlement a ratifié l'accord de l'Alliance Solaire Internationale dont le Ghana est désormais membre à part entière. Lancée en décembre 2015 au cours de la COP21, cette alliance vise à augmenter de manière significative la production d'électricité solaire, notamment dans les pays en développement. Le gouvernement ghanéen espère pouvoir bénéficier de transferts de technologies et de coopérations scientifiques en vue d'atteindre l'objectif de 10 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, fixé dans le cadre la COP, contre moins d'1 % aujourd'hui.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : visites du FMI et de la SFI pour l'identification de projets potentiels à financer

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) s'est rendue à Freetown le 29 septembre 2017, afin de mener un premier examen de la performance économique du pays, suite à sa décision en juin 2017 de se réengager dans un nouveau programme triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) de 161,77 SDR. Le FMI annonce une croissance à moyen terme autour de 7 %. Le gouvernement a également reçu la visite d'une délégation de la Société financière internationale, filiale pour les financements privés du groupe Banque mondiale, l'occasion pour le Président Ernest Bai Koroma, de mettre en avant des projets phares comme le barrage hydroélectrique de Bumbuna ainsi que l'expansion du quai « Queen Elizabeth II ».

✉ aristide.gasangwa@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : création d'une filière économique et sociale du sport

Le Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la promotion des PME et Winwin Afrique, ont signé le 8 octobre 2017, une convention de partenariat d'une durée de 3 ans pour développer un programme national en faveur de l'entrepreneuriat et du développement économique et social par le sport. Ce partenariat s'inscrit dans la continuité du mandat reçu par Winwin Afrique par le Ministère des Sports et des Loisirs, signé le 9 juin 2017 pour accompagner le développement du sport en Côte d'Ivoire.

✉ rcharpentier@winwinafrique.com

▼ Cameroun : la Bmce Bank va octroyer un crédit de 40 Mds FCFA au Cameroun pour construire des infrastructures de la CAN 2019

Le Président de la République du Cameroun par décret habilite le ministre de l'Economie, Louis Paul Motaze, à signer avec la Banque marocaine du commerce extérieur (Bmce Bank) une convention de crédit d'un montant de 61 M EUR (environ 40 Mds FCFA). Selon ce décret, ces fonds serviront à la construction de certaines infrastructures dédiées à la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football que le Cameroun devrait accueillir en 2019. Ont été retenues, la réhabilitation du stade omnisport de Garoua (30 000 places), la construction de son stade annexe, et la construction d'un hôtel quatre étoiles dans la même ville.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burundi : subvention de 24,9 MUSD du FIDA en faveur de l'inclusion financière agricole**

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) a accordé au Burundi une subvention de 24,9 M USD au profit du Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi (PAIFAR-B). L'accord de financement a été signé le 3 octobre dernier, par le président de l'institution et le ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation. D'une durée de 7 ans, ce projet entend d'une part promouvoir un environnement local favorable à l'inclusion financière et d'autre part rehausser le taux d'inclusion financière en milieu rural agricole et non agricole, grâce à un renforcement des capacités techniques et matérielles des Etablissements de microfinance.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : lancement du programme d'Appui au Financement du Secteur Productif (AFSP)**

Dans le cadre du programme AFSP financé par l'AFD, deux conventions ont été signées le 25 septembre 2017 : une subvention de 500 000 EUR au bénéfice de l'Union Régionale des Sanduk d'Anjouan (URSA), un réseau composé de 60 caisses villageoises, et une subvention de 400 000 EUR au bénéfice de la Banque Centrale des Comores (BCC). D'un montant total de 4 M EUR sur une durée de 4 ans, ce programme a pour ambition d'accompagner le développement d'un secteur productif pourvoyeur d'emplois en favorisant l'accès à des services financiers adaptés. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du gouverneur de la BCC, du président du CA de l'URSA, de l'ambassadeur de France et du directeur de l'AFD à Moroni.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : don saoudien de 20 M USD pour la construction d'un hôpital pour le traitement du cancer**

Un mois après l'ouverture d'une desserte aérienne régulière sur Maurice par Saudia Airlines, le royaume saoudien vient d'annoncer l'octroi d'un don de 20 M USD pour le financement d'un nouvel équipement hospitalier. Les relations bilatérales se renforcent et la Chambre de commerce de Maurice compte signer un protocole d'accord avec la *Saudi Arabia Chamber of Commerce* d'ici la fin de l'année. Celui-ci devrait surtout porter sur le transfert de technologie et d'expertise en matière de développement des énergies renouvelables.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : 10 M USD octroyés par la Banque Mondiale pour promouvoir une pêche durable et la conservation du milieu marin**

Il s'agit du premier projet de la Banque mondiale aux Seychelles depuis plus de 30 ans. Ce financement s'inscrit dans le cadre du troisième projet sur la Gouvernance des Pêches et la Croissance Partagée dans le Sud-ouest de l'Océan Indien (SWIOFish3) et vise à améliorer la gestion des zones marines et de pêche dans certaines zones ciblées des Seychelles. Le montant de 10 M USD se répartit entre un prêt de 5 M USD et une garantie de 5 M USD qui permettra de couvrir le risque sur un tiers des obligations « bleues » émises par l'Etat seychellois. Le Fonds pour l'Environnement Mondial contribue également à ce projet, à hauteur de 10,3 M USD, dont 5,3 M USD de don.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : projets touristiques

La société belge Jan de Nul a été retenue pour construire une digue immergée de 4 km face à Ouidah (à 38 km à l'ouest de Cotonou). Dans le cadre du projet touristique de réhabilitation de la Cité des esclaves, un parc aquatique naturel pourra être construit dans la mer et s'insérer dans un vaste ensemble touristique. Le contrat, dont l'enveloppe atteindrait 126 Mds FCFA, s'appuie notamment sur un financement de Rabobank KBC, dans le cadre du financement partiel du projet de protection de la côte, pour un montant de 114,7 M €, soit 75,2 Mds FCFA.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : nouveau financement de l'Inde pour la construction des lignes HT, Nouakchott-Nouadhibou

Eximbank India vient d'octroyer à la Mauritanie un nouveau prêt de 110 MUSD pour la construction d'une ligne de 225 KV (avec leurs postes associés) entre Nouakchott et Nouadhibou. Cette infrastructure devrait permettre de finaliser le bouclage du réseau haute tension avec ceux de l'OMVS (Sud et Ouest) ceux du Maghreb et de l'Europe (Nord).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Proparco s'engage à financer la construction d'un hôtel à Niamey

Proparco et le groupe africain Teyliom s'associent pour construire un hôtel haut de gamme à Niamey sous l'enseigne de « Noom ». L'accord a été signé en marge des Rencontres Africa 2017 qui se sont déroulées les 2 et 3 octobre dernier à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le montant du financement est de 8,5 M EUR. Ce financement devrait permettre à Niamey de disposer d'une offre hôtelière aux standards internationaux pour mieux préparer le sommet de l'Union Africaine en 2019. L'hôtel disposera de 140 chambres et devrait être opérationnel d'ici juin 2019.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Niger : la Suisse accorde un financement de 6,9 M EUR pour le programme d'appui aux organisations paysannes

La Suisse vient de mettre à la disposition du Niger 4,5 milliards FCFA (6,9 M EUR) pour la mise en œuvre de la 4^e phase du Programme d'appui aux Organisations paysannes d'ici à 2021. La signature de l'accord entre les deux gouvernements s'est déroulée le 11 octobre, à Niamey, en présence de la Conseillère Fédérale Suisse Simoneta Sommaruga, en visite officielle au Niger. Ce financement devrait permettre d'accroître la production agricole, améliorer les revenus des organisations paysannes et ainsi contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Niger.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Niger : signature du Document-cadre de programmation Pays FAO-Niger 2017-2020

La ministre nigérienne du Plan, Mme Kané Aïchatou Boulama, et le Représentant Résident de la FAO au Niger, M. Lassaad Lachal, viennent de signer le Document cadre de programmation Pays FAO-Niger qui détermine les principaux axes d'intervention de la FAO au Niger sur la période 2017-2020. Au cours de cette période, la FAO mobilisera 50 MUSD en faveur du Niger en vue d'accompagner notamment la mise en œuvre de l'Initiative 3N (Les Nigériens Nourrissent les Nigériens), l'objectif de la « faim zéro à l'horizon 2025 » et le renforcement de la résilience des populations dans les zones les plus vulnérables.

✉ lebaronc@afd.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Nigéria : la réouverture des offices de commercialisation de produits agricoles pourrait être débattue

Le Nigéria envisage de lancer un débat national sur la réintroduction d'offices de commercialisation de produits agricoles, qui avaient été supprimés en 1974. A leur création dans les années 1940, ces « marketing boards » avaient pour but de stabiliser les prix de production et d'éliminer les fluctuations saisonnières des prix à l'export, ainsi que d'améliorer la production globale. Le secteur agricole représente 24 % du PIB nigérian en 2016 et est au cœur de la stratégie gouvernementale de diversification de l'économie.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : dans un contexte morose pour les producteurs de cacao, la COCOBOD emprunte 1,3 Md USD

Dans le cadre du financement annuel de ses achats de cacao, la COCOBOD (Ghana Cocoa Board) a signé un prêt de 1,3 Md USD à un taux de 1,88 %. La diminution du montant du prêt interroge sur les quantités de production visées cette année par l'institution. Le prix d'achat à la tonne est maintenu à 1 725 USD contrairement à celui de la Côte d'Ivoire (1 226 USD), ce qui risque d'entraîner un accroissement de la contrebande entre les deux pays. Le cacao a perdu près d'un tiers de sa valeur en un an, passant de 2 876 à 2 043 USD/tonne. Pour rappel, la filière du cacao au Ghana représente 20 % de la production mondiale et concerne 800 000 foyers agricoles.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ La CCI France Ghana accueille pour la 1^{ère} fois le Tastin'France de Business France

La première édition du Tastin'France au Ghana a permis à 8 maisons françaises de vins & spiritueux de découvrir le marché ghanéen. L'évènement a été introduit par une présentation macro-économique réalisée par le Conseiller économique de l'ambassade de France au Ghana, prolongée par une présentation statistique et réglementaire du marché, assurée par la Directrice de la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Ghana (CCIFG). Un des premiers importateurs de vins & spiritueux du pays a ensuite complété ces présentations par l'apport de son expertise professionnelle. L'introduction fut suivie d'une dégustation des produits français pour les importateurs, hôtels et restaurants établis au Ghana. La journée s'est conclue par un cocktail dans les jardins de la CCIFG.

✉ virgil.barreau@ccifranceghana.com

▼ **Ethiopie : lancement de la stratégie décennale pour le secteur horticole**

Le National Horticulture Development and Marketing Strategy, un plan décennal pour le secteur horticole, prévoit de développer les services de stockage et de transports, de mettre en place un système financier et marketing moderne et d'offrir un soutien renforcé aux petits exploitants et aux investisseurs. Ceci devrait permettre de libérer le potentiel du pays – seuls 20 % des 11,5 M ha propices à l'horticulture sont aujourd'hui exploités – et de mieux répondre à la demande croissante en provenance de l'Europe et du Moyen Orient. A terme, l'enjeu est d'augmenter les entrées de devises en se rapprochant du modèle kenyan : celui-ci tirerait 800 M USD de ses exportations horticoles annuelles quand l'Ethiopie n'en a obtenu que 216 M USD en 2016.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : poursuite des importations de sucre sans taxe**

Le gouvernement vient de prolonger jusqu'au 31 décembre l'autorisation d'importer du sucre hors taxe et hors du marché commun pour l'Afrique de l'Est et la Comesa, autorisation initialement valable du 11 mai jusqu'au 31 août 2017. Au total depuis le 1er janvier, ce sont 545 000 tonnes de sucre qui ont été importées, majoritairement du sucre à bas prix en provenance du Brésil, entraînant de facto une chute des prix locaux du sucre (-27 % sur les deux derniers mois). Avec cette mesure, les quantités importées atteindront un seuil très élevé- les années précédentes les importations étaient en moyenne de 250 à 300 000 tonnes- alors que la production locale est en année normale de 600 000 tonnes pour une consommation annuelle de 870 000 tonnes.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Le Nigéria poursuit ses investissements dans l'énergie**

La NNPC a annoncé mi-septembre que ses trois raffineries situées à Kaduna, Warri et Port Harcourt seront fermées pour rénovation afin qu'elles puissent opérer à pleine capacité d'ici à 2019. Les travaux, estimés à 1 Md USD financés par le secteur privé, devraient contribuer à l'objectif fixé par le gouvernement fédéral de stopper les importations de produits pétroliers à l'horizon 2019. Par ailleurs, Proton Energy et Africa Infrastructure Investment Managers (AIIM) vont construire une nouvelle centrale à gaz d'une capacité de 150 MW dans la région de Sapele, (Etat de Delta) qui devrait bénéficier à environ 7,5 M de personnes à l'issue de sa construction d'ici 5 à 8 ans.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le canadien GoviEx Uranium s'intéresserait au projet de Madaouela**

La compagnie canadienne GoviEx Uranium a annoncé qu'elle pourrait obtenir un prêt de 220 MUSD pour financer la construction de son projet d'uranium Madaouela, au Niger. Elle aurait en effet reçu des expressions d'intérêts d'un groupe de prêteurs potentiels (incluant diverses ECA) pour l'arrangement du prêt qui se présenterait sous la forme d'une dette senior. Cependant, la négociation avec les prêteurs ne pourra se faire que suite à l'obtention de la part de GoviEx d'une due diligence détaillée et d'une étude de faisabilité sur le projet. Selon des données publiées par GoviEx en 2015, le projet Madaouela aurait une durée de vie de 18 ans et pourrait produire annuellement 2,69 millions de livres d'octaoxyde de triuranium (U3O8).

lebaronc@afd.fr

▼ **Zambie : prévision de la construction en 2018 de deux centrales électriques qui ajouteront 550 MW d'électricité au réseau national**

Le ministre des Finances a annoncé que des investisseurs devraient construire l'un une centrale thermique de 300 MW dans le Sud du pays, l'autre un barrage hydroélectrique de 250 MW dans le Nord.

📧 jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : reprise des activités à la mine Williamson**

L'entreprise britannique Petra Diamonds a annoncé la reprise de ses activités diamantifères à la mine Williamson, qui avait été fermée durant trois semaines à la suite d'un désaccord sur la valeur d'un lot d'exportation. Le différend n'est toutefois pas réglé et des négociations sont en cours. Le 31 août 2017, les douanes tanzaniennes avaient saisi un lot de 71 654 carats de diamants à l'aéroport de Dar es Salam, lot évalué à 14,8 M USD par l'entreprise contre 29,5 M USD par les autorités. Cette affaire fait écho à la controverse autour de l'amende record de 190 Mds USD infligée à l'entreprise Acacia Mining – propriété à 63,9 % de Barrick Gold - pour avoir minoré ses déclarations d'exportation, suite à la saisie de plusieurs conteneurs au port de Dar es Salaam.

📧 beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Total fait son entrée dans l'exploration pétrolière**

Total et l'Office national des pétroles de Guinée (ONAP) ont signé une convention d'études portant sur l'évaluation sismique des zones profondes et ultra profondes au large du plateau continental guinéen. L'entreprise française disposera d'un an pour effectuer une première évaluation du potentiel sur 18 blocs du bassin à partir des données sismiques existantes. A l'issue de cette période, elle aura la possibilité de souscrire à trois blocs pour un programme d'exploration en conformité avec le code pétrolier guinéen.

📧 lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : le gouvernement réorganise l'exploitation artisanale de l'or

Selon le ministère des mines, le secteur informel de l'or a repris ses activités, après une suspension de trois mois en raison d'une restructuration visant à prélever plus de recettes fiscales. Le secteur minier informel enregistrerait plus d'un million de mineurs sur environ 350 sites. Désormais, ces mineurs devront vendre leur production aux bureaux d'achat autorisés par le gouvernement situés sur des sites miniers. Pour mémoire le Mali avait exporté 67 tonnes d'or évaluées à 2,2 Mds USD en 2016, dont plus de 20 tonnes proviendraient de la production informelle.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Tanzanie : attribution du contrat de la seconde phase du projet SGR

La Reli Assets Holding Company (RAHCO) a attribué le contrat de la seconde phase du projet de ligne de chemin de fer à écartement standard (SGR) à l'entreprise turque Yapi Merkezi Insaat VE Sanayi As, déjà adjudicataire de la première phase au sein d'un consortium turco-portugais. La seconde phase, estimée à 1,92 Md USD, doit relier sur 336 km les villes de Morogoro et de Makutopora. RAHCO a par ailleurs annoncé que trois appels d'offres allaient être lancés au cours des prochains mois pour 700 km de ligne supplémentaires.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : le pays va accueillir l'édition 2018 de l'ITU Telecom Word Exhibition

La prochaine édition du prestigieux évènement mondial des télécommunications se tiendra en Afrique du Sud, décision communiquée durant le dernier ITU Telecom World en Corée du Sud. D'après Siyabonga Cwele, le ministre sud-africain des télécoms et des services postaux, le lieu de l'organisation de ce sommet de haut niveau doit répondre aux exigences de l'IUT et c'est la ville de Durban qui a été retenue. L'Afrique du Sud sera le premier pays d'Afrique à accueillir cet évènement, mettant ainsi en exergue les possibilités d'investissements dans les TIC et soulignant la place décisive du continent sur ce marché.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ République du Congo : Modalités d'attribution de concessions des services public de l'eau et de l'électricité

Les conditions de passation et d'exécution de conventions de délégations de services publics dans les secteurs de l'eau et de l'électricité en République du Congo, ont été respectivement définies par deux décrets du 17 juillet 2017. Ces textes définissent les principaux types de conventions de délégation qui peuvent être conclues, les procédures d'attribution, les clauses obligatoires et les principaux droits et obligations des parties ainsi que le cadre institutionnel de supervisions de ces conventions.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ **Burkina Faso : Wend Kuni Bank et EBOMAF vont recomposer le paysage bancaire**

Le projet Wend Kuni Bank de l'homme d'affaires Apollinaire Compaoré, fondateur du groupe Planor Afrique, vient de recevoir un avis favorable de la Commission bancaire de l'UMOA, préalable à la délivrance de l'agrément bancaire par les autorités burkinabè. Le groupe Planor Afrique détiendra 52 % du capital estimé à 12 Mds FCFA (18,3 M EUR). Toujours dans le secteur bancaire, le groupe burkinabé EBOMAF a officiellement pris le contrôle de la Banque de l'Habitat du Burkina Faso (BHBF) avec une injection de capital à hauteur de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR).

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : un résultat net en hausse de 5% pour SERVAIR au premier semestre 2017**

SERVAIR (détenu à 48 % par le groupe Air France-KLM), spécialisée dans la restauration aérienne, a réalisé un chiffre d'affaires de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR) au premier semestre 2017, soit une hausse de 13 % par rapport à juin 2016. Son résultat net a progressé de 5%, s'établissant à 540 millions FCFA. Cette performance semestrielle est la plus importante réalisée par la compagnie sur ces cinq dernières années.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : lancement du processus d'attribution de la 4^e licence de téléphonie mobile**

L'objectif est de renforcer les investissements dans les infrastructures de communication et dans la prestation de nouveaux services et d'améliorer la couverture réseau sur le territoire national. Les ressources qui seront obtenues par l'Etat dans le cadre de cette vente contribueront au financement du budget 2017. Selon le ministre de l'économie numérique, le processus d'attribution ne devrait pas dépasser six mois. Le cahier de charges sera élaboré par l'autorité malienne de régulation des télécommunications/TIC et des postes (ARMTP).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : Hapag-Lloyd choisit Bolloré comme représentant

L'armateur allemand qui a annoncé son entrée imminente sur le marché congolais a choisi la filiale française Bolloré Transport et Logistics Congo pour le représenter en République du Congo. Hapag-Lloyd souhaite ainsi bénéficier de l'expertise de Bolloré pour améliorer sa couverture sur le continent africain. Une connexion bi-hebdomadaire se fera entre Pointe-Noire, l'Amérique latine, l'Afrique du Sud et le reste du monde via les hubs de Santos au Brésil et de Cape Town en Afrique du Sud. Le premier navire débutera la nouvelle rotation le 30 octobre au départ de Pointe-Noire.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : ouverture de la première boutique PAUL

Le groupe français Holder, multinationale de la boulangerie, pâtisserie et restauration (+ de 250 magasins à l'international), a ouvert courant septembre en franchise sa première boutique Paul au Gabon. La société marque l'arrivée d'une grande enseigne au Gabon dans un contexte de crise économique qui perdure.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : pas de répit pour Nakumatt

Quelques semaines après l'annonce d'un rapprochement entre la première chaîne de grande distribution, Nakumatt, avec son rival et deuxième acteur du secteur, Tuskys, la situation semble s'enliser. L'un des principaux actionnaires de Tuskys s'opposerait en effet à ce jour à une fusion entre les deux acteurs kényans. Au cours des dernières semaines, Nakumatt a été contraint de fermer deux de ses principaux supermarchés, situés dans les centres commerciaux de Westgate et Thika Road.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Guinée Equatoriale : publication du premier annuaire statistique national

Le 05 octobre dernier, l'Institut National des Statistiques de Guinée Equatoriale (INEGE) a présenté en conférence de presse le premier annuaire statistique national, édition 2017. Cet annuaire, élaboré grâce à l'assistance technique de la Banque Mondiale, organise l'ensemble des données statistiques autour de 13 thèmes économiques, sociaux, démographiques et administratifs. Il s'agit d'un événement important qui marque le renforcement d'un système statistique encore embryonnaire. La consultation de cet annuaire est disponible sur le site Internet de l'INEGE.

🔗 vincent.branquet.diplomatie.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

